

Questions orales

l'amélioration de l'efficacité du système, l'ajout de wagons privés au parc et d'autres encore.

Toutes ces mesures seront prises et, comme nous l'avons promis au printemps, celles qui nécessitent un cadre législatif ou réglementaire seront examinées à la Chambre cet automne.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES INDIENNES

M. Claude Bachand (Saint-Jean): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes. Le 25 février dernier, le ministre a déclaré en cette Chambre, en réponse à une question posée par l'opposition officielle, qu'il allait faire tout son possible pour apporter une solution aux problèmes de Davis Inlet, notamment en prêtant son appui à la relocalisation de la communauté innu qui vit une situation tragique et inhumaine.

• (1455)

Or, on apprend que tout le processus de relocalisation est maintenant suspendu. Comment le ministre peut-il expliquer que le gouvernement retarde la relocalisation de cette communauté autrement que pour répondre aux demandes du gouvernement de Terre-Neuve qui veut faire pression sur ces gens?

[Traduction]

L'hon. Ron Irwin (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, d'immenses progrès ont été faits à Davis Inlet. En ce moment, grâce aux ententes que nous avons signées, l'alcoolisme a diminué de 25 p. 100, six maisons ont été construites et la salle communautaire a été reconstruite. Les habitants discutent d'ententes avec le collègue inuit du Labrador, nous avons accepté la réinstallation à Sango Bay et nous étudions le tracé d'une route.

Je suis personnellement très déçu des événements du mois dernier. Selon les ententes, en tout cas selon l'esprit des ententes, un tribunal innu devait voir le jour et un service de police innu devait être mis en place, ce qui n'est qu'un petit élément d'une entente globale.

Je ne peux pas parler au nom d'autres ministères, mais la plupart travaillent encore avec les Innus, que ce soit Santé, Pêches et Océans ou la Garde côtière. Nous continuerons de collaborer avec les Innus parce que les choses progressent. On peut espérer que M. Roberts et le solliciteur général parviendront à s'entendre sur les services de police d'ici une ou deux semaines. Les discussions continueront de donner des résultats.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Myron Thompson (Wild Rose): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture au nom des céréaliers de Wild Rose. Ces derniers voudraient savoir si le

ministre croit qu'ils devraient avoir au Canada la liberté de vendre leurs propres produits comme ils le jugent bon. Oui ou non.

L'hon. Ralph E. Goodale (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Monsieur le Président, ceux qui cherchent à éviter tous les faits aiment parfois réduire la réalité à de simples réponses par oui ou non, et cela est tout à fait mauvais dans les circonstances.

Les agriculteurs de l'ouest du Canada diraient au député qu'il s'agit là d'une question extrêmement importante et fondamentale. C'est aussi une question extrêmement complexe sur le plan de l'administration des marchés internationaux. Je me suis engagé à donner aux agriculteurs l'occasion, lors d'un forum que je compte organiser cet automne, d'examiner tous les avantages et les inconvénients de la question de sorte qu'ils puissent en connaître et en comprendre parfaitement tous les aspects et que l'information qui leur est distribuée soit bien complète, et non partielle ou tendancieuse.

* * *

LA PÊCHE AU THON

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans.

Étant donné que la flotte côtière de l'est a atteint son quota de thon rouge de cette année en un temps record, ce qui s'est traduit par la fermeture hâtive de la pêche vendredi dernier, étant donné l'état des pêches du côté de l'Atlantique et l'abondance, semble-t-il, de thon rouge dans l'est, le ministre songerait-il à transférer une partie du quota de l'an prochain à celui de cette année pour que la pêche reste ouverte?

L'hon. Brian Tobin (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Pour répondre brièvement, comme les quotas sont fixés pour deux ans, nous avons amorcé des consultations avec tous les intéressés. En fait, j'ai déjà rencontré des hauts fonctionnaires. Dès que les consultations seront terminées et si la majorité de la flotte elle-même recommande un tel transfert, nous l'avaliserons. Sinon, nous maintiendrons le plan actuel.

En somme, il ne faut pas mettre en danger la conservation des stocks.

* * *

[Français]

HAÏTI

M. Michel Gauthier (Roberval): Monsieur le Président, une dépêche de dernière minute nous apprend qu'un soldat américain aurait été tué à Haïti. Nous n'avons pas plus de détails sur cette dépêche et j'aimerais demander au premier ministre, compte tenu de la gravité et de l'importance de la situation, s'il est informé des derniers événements et s'il peut informer cette Chambre de l'évolution des événements.